



Association Européenne pour le Droit Bancaire et Financier
Association régie par la loi française du 1er juillet 1901

LEGAL WATCH

N°4

European Society for Banking and Financial Law
Association governed by the French law of 1st July 1901



COLLOQUE EUROPEEN AEDBF

“Financial and banking regulation: A post-crisis new deal?”

In Paris ,
Thursday 29 October, 2010

9h00 – Opening Speeches:

- Philippe Marini (Senator).
- Hubert de Vauplane (Président de l’AEDBF, General Counsel Credit Agricole S.A Group)

9h30 – First Session: “Regulating regulators”

Chair: Eddy Wymeersch (CESR’s former Chairman, Chairman of the Supervisory Board of the Belgian Commission Bancaire, Financière et des Assurances (CBFA))

Presentations:

- Greg Tanzer (Secretary General at IOSCO)
- Emil Paulis (EU Commission, Competition Policy, Director of Unit, DG COMP)

11h00 – Break

11h30:

Presentations:

- Jean-Pierre Jouyet (AMF - Chairman)
- Danièle Nouy (Secretary General of the Autorité de Contrôle Prudentiel)

12h30 – Lunch

14h15 – Second Session: “Regulating actors and activities”

Chair: Ariane Obolensky (Chair of the European Banking Federation’s Executive Committee and Chief Executive of the French Banking Federation) : A banker’s view



Presentations:

- Jean Raby (Managing Director - Goldman Sachs Paris): An American banker's view
- Joseph A. McCahery (Professor - Faculty of Economics and Econometrics – Amsterdam): American banking reform
- Guido Ferrarini (Professor - Business Law and Capital Markets Law, University of Genoa): The compensation issue
- Anouar Hassoune (Vice President and Senior Credit Officer Moody's France): The credit rating agencies.

16h30 – Break

17h00 – Roundtable: Towards a levelled or unlevelled playing field?

Chair: Jean-Paul Gauzès (European deputy)

- Gérard Hertig (Professor of Law and Economics - Swiss Federal Institute of Technology)
- Daniela Weber-Rey (Partner – Clifford Chance Frankfurt)
- André Prüm (Professor of Financial and Business Law and Dean of the Faculty of Law, Economics and Finance at the University of Luxembourg).

18h30 – Closing speech - Alain Pietrancosta (Professor of Law, Sorbonne Law School)

20h30 – Dinner at the Automobile Club de France (place de la Concorde)



NEWS

CHYPRE - Création de l'AEDBF Chypre

Nous sommes heureux de vous annoncer la création de l'AEDBF Chypre qui se compose des personnalités suivantes : Mme Elena Frixou (Association des Banques Chypriotes), Maître Georges Pamboridis (avocat) et M. le Professeur Nikitas Hatzimihail (université de Nicosie).

SLOVENIE – Création de l'AEDBF Slovénie

Nous sommes heureux de vous annoncer la création de l'AEDBF Slovénie sous la présidence de Maître Matija Repolusk (avocat, Wolf Theiss) . Le Professeur Franjo Stiblar de l'université de Ljubljana s'est aimablement associé à ce projet.

Toutes nos félicitations et nos vœux de réussite !

FRANCE- Conférence AEDBF-: "La réforme du crédit à la consommation et du surendettement : mise en œuvre pratique » en partenariat avec la FBF.

Mardi 6 juillet 2010 de 9h30 à 18 heures , Auditorium de la FBF,18, rue La Fayette – 75009 Paris.

BELGIQUE- Conférence AEDBF-: série de trois séminaires consacré aux OPC

Le 16 septembre prochain, le thème sera "*Les OPC non structurées*", Ce cycle se terminera le 25 novembre 2010 par une après-midi consacrée aux "*Evolution dans le secteur des OPC au niveau européen et national*".

NEWS

CYPRUS - Opening of AEDBF in Cyprus

We are pleased to announce the opening of a new AEDBF in Cyprus since march 2010. Our correspondents in Cyprus are Mrs. Elena Frixou (Association of Cyprus Banks), Mr. George Pamboridis (Pamboridis LLC) and Professor Nikitas Hatzimihail (Professor of Law – University of Nicosia).

SLOVENIA - Opening of AEDBF Slovenia

We are also pleased to announce the setting up of AEDBF in Slovenia , chaired by Mr. Matija Repolusk (WolfTheiss) and with the contribution of Professor Franjo Stiblar from the University of Ljubljana .

Welcome on board to the AEDBF Cyprus and Slovenia and its members!



ROUMANIE - Colloque sur « Les contrats de crédit pour les consommateurs et actualités de l'Association.

Le **1^{er} avril** l'Association Européenne pour le Droit Bancaire et Financier –Roumanie, en collaboration avec l'Association Roumaine des Banques, l'Association des Etablissements Financiers –ALB Roumanie, l'Association des Conseils Juridiques, du Système Financier et Bancaire ont organisé le colloque sur « ***Les contrats de crédit pour les consommateurs – réglementation d'importance sur l'activité des institutions financières et bancaires*** » dans le cadre duquel il a été débattu le nouveau projet législatif relatif aux contrats de crédit à la consommation et qui représente la transposition au niveau national de la Directive no.48/2008.

Les débats se sont axés sur des approches comparatives du cadre légal roumain et celui européen et sur le degré d'harmonisation juridique, ainsi que sur des aspects légaux issus de la pratique concernant le crédit à la consommation octroyé par les établissements de crédit et de la protection du consommateur. Cet événement s'est déroulé avec le support logistique de la banque centrale.

Le **9 avril** de l'année en cours, l'Association Européenne pour le Droit Bancaire et Financier-Roumanie a organisé son premier colloque depuis sa création, sur le thème « **Les aspects pratiques de la transposition de la Directive sur les services de paiement** » ayant permis aux participants d'échanger les différentes opinions juridiques sur un sujet de très grande actualité dans le monde financier et bancaire. Les intervenants, ayant le statut de magistrats, avocats, conseil juridiques dans les établissements de crédit spécialistes de la banque centrale ou cadres universitaires ont réellement apprécié la valeur des débats en la présence des invités homologues de France et de Belgique, notamment Monsieur Jean-Pierre Mattout –président d'honneur de l'AEDBF.

A signaler la **récente publication dans le Journal officiel de l'ordonnance du Gouvernement modifiant la loi sur l'activité des établissements de crédits et l'adéquation du capital**, visant notamment le renforcement du rôle de la procédure d'administration spéciale définie par l'actuelle loi, afin de permettre une intervention plus rapide et plus efficace en situation de déconfiture d'un établissement de crédit.

A mentionner également en cours de publication **la modification de l'actuelle législation en matière de faillite des établissements de crédit**, le but poursuivi étant d'offrir au milieu financier et bancaire national un plus de certitude juridique par l'augmentation du rôle de la banque centrale dans le cadre de l'ouverture de la procédure de la faillite des établissements de crédit et le renforcement de la confiance des déposants dans leurs rapports avec ces derniers.



AGENDA

AEDBF Grèce : colloque du 18 mars 2010

Le 18 mars 2010 l'AEDBF Grèce a organisé un colloque sur le thème : l'Euro zone en crise : risques souverains et menace pour l'euro.

Sont intervenus à ce colloque le Professeur Elias Karakitsos et Maître Dimitris Tsibanoulis, Président de l'AEDBF-Grèce, Avocat.

Le Professeur Karakitsos a analysé les déficiences structurelles au sein de la zone euro. Il a évoqué les risques de contagion (depuis la crise grecque jusqu'aux autres économies nationales) ainsi que les avantages et inconvénients d'un détachement de certains pays de la zone euro.

Maître Tsibanoulis a évoqué le problème de l'absence d'harmonisation des règles de règlement-livraison de titres au sein de l'Union européenne, les initiatives réglementaires pour prévenir les risques d'abus de marché à travers la prohibition des ventes à découvert, l'utilité de règles strictes gouvernant les méthodes de règlement-livraison, et enfin des conséquences des ventes à découvert sur le prix des émissions de titres (et plus globalement sur le risque d'atteinte à la confiance du marché et des investisseurs).

AEDBF Grèce : Meeting 18 mars 2010

The AEDBF Greece has held a meeting on 18 March 2010 regarding the Eurozone in Crisis: Rising Sovereign Risks and threat to Euro.

Professor Elias Karakitsos analysed the structural deficiencies of the euro zone. He assessed the likelihood of a contagion effect to the rest of the PIIGS; it evaluates the pros and cons of a breakdown of the euro zone.

Dr. jur. Dimitri Tsibanoulis raised the issue of the lack of harmonization of the legal regime governing the Securities Settlement Systems (SSSs), the international initiatives to face market abuse methods through naked short selling, the importance of strict settlement discipline and the consequences of short selling over bond prices (and its further implications on market confidence).



COMPTE RENDU D'ACTIVITE ANNUEL

AEDBF Belgique 2009 :

Le 2 avril 2009 a eu lieu un colloque consacré à l'arbitrage ("l'arbitrage en matière bancaire et financière : une utopie ?). Une table ronde y était également organisée, sur le thème "Comment faire de l'arbitrage un règlement habituel des conflits des opérations bancaires et financières ?".

Le 17 septembre 2009, un colloque a été consacré au marché de l'énergie ("Energy Markets - Drawing the Line between Physical and Financial Trading").

Après un an d'arrêt, et après avoir mené une enquête auprès des membres de l'AEDBF- Belgique pour déterminer l'opportunité de continuer ou non à organiser ce cycle de séminaires et sur la façon de le faire, ont repris "Les Quatre Saisons", cycle de quatre déjeuners-causeries abordant des thèmes variés dans le domaine du droit bancaire et financier.

En 2009, l'AEDBF-Belgium a également initié un cycle de quatre après-midi d'étude consacrés à "Après la crise : un nouvel ordre financier belge ?". Ce cycle a débuté le 19 novembre par une après-midi internationale accueillant des orateurs de prestige.

Le 4 février 2010, l'AEDBF a organisé un événement "After Hours", dans la série "Les Apéros de l'AEDBF" (formule conviviale qui permet de se retrouver dans un endroit accueillant, d'assister à une conférence traitant d'un sujet particulièrement d'actualité pour la sphère financière).

Enfin, en mai 2010, avec la collaboration de la KBC et de BEAMA, ont été initié une série de trois séminaires consacré aux OPC

En 2009, l'AEDBF Belgique a publié "*Le droit pénal financier en marche*", dans la série des *Cahiers AEDBF* (n° 21). En 2010 est paru "*Le crédit documentaire*", ouvrage publié sous la direction de Benoît Feron et d'André-Pierre André-Dumont (*Cahiers AEDBF*, n° 22, Anthemis-Intersentia). Cet ouvrage regroupe les actes d'un colloque organisé le 28 mai 2008 ("*Les crédits documentaires, des principes à la réalité*").



COMPTE RENDU D'ACTIVITE ANNUEL

AEDBF Italie 2009 :

L'AEDBF Italie a finalisé, courant 2009 des modifications de son statut et le transfert de son siège social ; tout les détails ont été mis en ligne sur le site de l'AEDBF (www.aedbf.eu); l'association a aussi organisé, tout au long de l'année, différents événement autour du droit bancaire et financier et notamment sur les conséquences de la crise financière.

Les principales initiatives furent :

- le 26 janvier 2009 : la présentation du livre "Normativa antiriciclaggio e segnalazione di operazioni sospette".
- Le 26 février 2009 : une réunion conviviale sur le thème "Stato di avanzamento delle proposte di direttiva in campo finanziario, con particolare riferimento alle modifiche della direttiva 2006/48 in tema di requisiti patrimoniali" avec un discours sur le développement du cadre normatif de la directive 2006/48.
- le 17 avril 2009 : la présentation du livre "Sistema dualistico e Governance bancaria" (Pietro Abbadessa et Francesco Cesarini) avec rencontre et débat.
- le 24 juin 2009 une conférence sur la crise des marchés financiers s'est tenu en marge de l'assemblée annuelle.
- Un dîner à eu lieu le 11 novembre 2009 : "L'evoluzione e le prospettive dei sistemi alternativi di risoluzione delle controversie nel settore bancario".

2010:

- Conférence le 15 janvier 2010: "Banche e terzo settore" ;
- Conférence le 4 février 2010:"L'assicurazione e il finanziamento del credito all'esportazione: strumenti per la ripresa?".
- Conférence le 11mai 2010 : "I mercati non regolamentati/sistemi multilaterali di negoziazione", publiée par les éditions il Mulino.

Le président, le Prof. Francesco Cesarini, a tenu à remercier tout ceux qui ont contribué à la réussite de ces événements tout au long de 2009 et pour 2010.



AEDBF France : Prix de thèse 2010

Le prix de thèse 2010 de l'AEDBF France a été remis en présence de Monsieur Georges Dirani, Avocat associé du cabinet Herbert Smith LLP, Monsieur Alain Gourio, Président de l'AEDBF France, et les Membres du Conseil d'Administration de l'AEDBF France. **Les prix ont été décernés à Régis Vabres (Comitologie et services financiers) et Antoine Gaudemet (Contribution à l'étude juridique des dérivés).**

Cette remise de prix a été présidée par Monsieur Jean-Paul Gauzès Député européen, le jeudi 17 juin 2010.

Groupe de travail du Comité Scientifique de l'AEDBF:

Le Professeur Alain Pietrancosta, président du Comité scientifique de l'AEDBF, a été chargé de mettre en place des groupes de travail permanents afin, conformément à la mission de l'Association, d'apporter la contribution scientifique de celle-ci aux réflexions en cours et à venir portant sur des thèmes d'intérêt majeur pour l'activité bancaire et financière.

Les quatre premiers groupes constitués s'attacheront aux thèmes suivants :

- 1) « **Droit bancaire, monétaire, financier et droit de la concurrence** » ;
- 2) « **Prévention et traitement des difficultés économiques des institutions financières** » ;
- 3) « **Droit bancaire, financier et responsabilité** » ;
- 4) « **Méthodes d'harmonisation communautaire du droit bancaire et financier** ».

Ont d'ores et déjà manifesté leur intention de participer activement à ces travaux, les Professeurs Pascale Bloch et Stéphane Torck (groupe n° 1), Thierry Bonneau (groupe n° 4), Claude Ducouloux-Favard (groupe n° 2).

Un appel est lancé à tous ceux de nos membres qui sont intéressés dans les différents pays à y participer, merci d'avance pour votre contribution.

Contact: Alain PIETRANCOSTA : pietrancosta.alain@noos.fr



REVUE DE PRESSE – LEGAL NEWS

La décision fautive du conseil d'administration fait présumer la faute de l'administrateur (Com., 30 mars 2010, n° 08-17.841)

Cette décision à la large diffusion est le second arrêt rendu par la Chambre commerciale de la Cour de cassation dans l'affaire dite du Crédit martiniquais. L'arrêt commenté permet notamment à la Cour d'affirmer clairement que les dirigeants de fait ne sont pas soumis à la prescription courte prévue pour les dirigeants de droit, et qu'une présomption de faute pèse sur l'administrateur qui participe à une décision fautive du conseil d'administration d'une société anonyme (SA).

La Cour tranche tout d'abord des questions relatives aux éléments de preuve qui avaient fondé l'action en responsabilité exercée par le Fonds de garantie des dépôts contre les dirigeants d'un établissement de crédit auquel le Fonds avait dû verser d'importantes sommes. Le débat portait notamment sur l'application dans le temps de dispositions relatives à la communication de renseignements entre la Commission bancaire (désormais l'ACP) et le Fonds, ainsi que sur la portée du secret bancaire et sur le principe du contradictoire. Ce n'est cependant pas en cela que la décision est la plus intéressante.

La Cour de cassation énonce surtout que « commet une faute individuelle chacun des membres du conseil d'administration ou du directoire d'une société anonyme qui, par son action ou son abstention, participe à la prise d'une décision fautive de cet organe, sauf à démontrer qu'il s'est comporté en administrateur prudent et diligent, notamment en s'opposant à cette décision ». Elle peut approuver l'arrêt d'appel d'avoir déduit la volonté de dissimulation de chacun des membres du conseil d'administration, qui retardait le point de départ de la prescription, « dès lors qu'aucun de ceux qui étaient administrateurs à cette date n'a établi ni même allégué s'être opposé personnellement à cet arrêté des comptes ».

La solution qu'énonce l'arrêt est donc simple : lorsque le conseil d'administration ou le directoire de la SA prend une décision fautive, chaque membre qui y participe par son action ou son abstention commet une faute individuelle. L'administrateur qui souhaite éviter d'être associé à la faute du conseil d'administration doit « démontrer qu'il s'est comporté en administrateur prudent et diligent », notamment en votant contre la décision fautive.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriJudi.do?oldAction=rechJuriJudi&idTexte=JURITEXT000022062228&fastReqId=1952326179&fastPos=1>



FRANCE - French tax on bank bonuses:

Creation of a French tax on bank bonuses is one of the provisions of the amending Finance bill for 2010 presented to the Council of ministers on 20 January 2010.

This tax would affect approximately 2,500 market operators and is expected to raise EUR 360 million.

The Bonus tax will apply to bonuses in excess of €27,500 at a rate of 50%. The tax will be payable by the bank.

The question of the tax deductibility for the bank is a key point of the draft legislation. For the moment the current draft legislation foresees the deductibility from the taxable results of the financial institutions.

The tax will only apply to credit institutions and investment firms based in France and being subject to French corporate income tax.

The tax will also be due by French branches of foreign financial institutions. It appears that the tax will not apply to French asset managers, but the tax will be due by brokers and corporate finance advisors.

The tax is assessed on bonuses paid out to “financial market professionals whose activities may have a material impact on the company’s risk exposure”.

The taxable bonuses are referred to in the draft law as “the variable portion of the compensation” paid to said employees.

The variable portion of the compensation is defined as the gross amount of all elements of remuneration attributed to the relevant employees, with the exception of profit sharing bonus (*intéressement des salariés*) or mandatory profit sharing bonus (*participation des salariés*).

The draft law raises many questions such as: who is subject to this tax (Portfolio companies, insurance companies...)?

The bill also lacks definitions as regards the employees that are to be regarded as “financial market professional whose activities may have a material impact on the company’s risk exposure”.



UK- Bank bonus super tax:

The Bank Payroll Tax (currently under consideration) would affect companies whose activities consist of specified “regulated activities” such as “accepting deposits” (common definition), “dealing in investments”, “arranging deals” and “safeguarding and administering investments and dealing in mortgage contracts”.

Only “UK resident Banks” and “relevant foreign banks” would be subject to this tax.

The Bank Payroll Tax only applies to bonuses over £25,000 and only if the duties of the employee concern directly or indirectly regulated activities or the lending of money.

The private equity and hedge fund trade bodies have received confirmation that their industries are not intended to be affected by said tax.

This tax applies to all forms of remuneration or benefits awarded to employees excluding regular salary, wages or other benefits, shares and options...

This super tax which comes into force on 5th April for 2010 may be extended yearly after this date.

FRANCE - bribery and money laundering.

In a judgment rendered on 24 February 2010, the Criminal Section of the French Supreme Court held that the legal provisions defining money laundering did not require that the offence enabling the laundered money to be obtained needed to have taken place on French territory, nor that the French courts needed to have jurisdiction to prosecute it (*Cass. crim.*, 24 February 2010, No. 09-82.857, FS-P+F, Lexbase No.: A4544ES4). In this case, Mr X, a Nigerian businessman and politician who was Oil Minister from 1995 to 1999, had received commissions from oil companies in exchange for concessions or operating licences. The €16 million in funds derived from those commissions, after having passed through various accounts opened in Geneva and Gibraltar, had been deposited in cash in 1999 and 2000 with *Crédit Agricole Indosuez* and its subsidiary, *Banque de Gestion Privée Indosuez*, in Paris. Mr X had arranged for these banks, with whom he did not have any accounts, to issue cheques to purchase real and personal property in France. The French Court of Appeals held that the accused had habitually arranged for the proceeds of his active and passive corruption in Nigeria to be moved around, circulated and converted. The appellate judges held that *"the funds transferred to French territory, where they were laundered, were the consideration for official acts carried out by him in Nigeria"*, and that such facts disclosed the offence, punishable in France, of corruption by the holder of a public office. In addition, the judges restated that *"the legal provisions defining the offence of money laundering do not require that the offence enabling the laundered money to be obtained needed to have taken place on French territory, nor that the French courts needed to have jurisdiction to prosecute"*. Thus, the Court of Appeals found the accused guilty of aggravated money laundering, ordered him to pay a fine of €16,000,000, and consequently upheld the joinder of the Federal Republic of Nigeria as a civil party. The Supreme Court confirmed the Court of Appeals' judgment and held that *"in view of these findings, and given that the offence of money laundering is a general, distinct and autonomous offence, the Court of Appeals was justified in its decision"* (cf. *Encyclopaedia of (French) Banking Law*)



Règles CCI – Garantie à 1ere demande

De nouvelles Règles Uniformes de la CCI relatives aux garanties à première demande. La garantie à première demande est un instrument élaboré par la pratique que la **Chambre de Commerce Internationale** a tenté d'encadrer, comme elle l'a fait depuis longtemps et avec grand succès pour le crédit documentaire avec ses Règles et Usances. Dans une première tentative, elle a élaboré des Règles Uniformes pour les Garanties Contractuelles (**Brochure n° 325**), qui visaient à établir un instrument hybride, à mi-chemin entre le cautionnement et la garantie autonome. Ce fut un cuisant échec, les opérateurs de marché, et surtout les bénéficiaires, refusant de les adopter. Elle remit le travail sur le métier et élaborera, en 1992, la première version des Règles uniformes relatives aux garanties sur demande (**Brochure n° 458**), qui connurent un meilleur sort, sans toutefois devenir le standard du marché. Malgré le progrès significatif que ces Règles apportaient, nombre de bénéficiaires continuèrent de s'opposer au principe même de devoir motiver l'appel de la garantie, selon le principe contenu dans son article 20. Ce sont ces Règles n° 458 qui ont fait l'objet d'une révision et qui rentreront en application pour les garanties émises à compter du 1^{er} juillet 2010 (**Brochure n° 758**).

En effet la Commission des Techniques et Pratiques Bancaires et la Commission des Pratiques Commerciales de la CCI viennent de les adopter, en novembre 2009, à l'unanimité de leurs membres, à l'exception toutefois de l'Allemagne, qui s'était d'ailleurs déjà opposée à leur première version.

Tout d'abord ces Règles sont, sur le plan de la forme, d'une grande clarté et utilisent les techniques rédactionnelles articulées autour de termes préalablement définis et de règles d'interprétation. Elles reprennent, sur nombre de points, les RUU 600 relatives aux crédits documentaires. Sur le fond, le reproche qui pouvait être adressé à leur première version d'avoir insuffisamment pris en compte le rôle de la contre-garantie, a disparu. Désormais les Règles n° 758 prennent soin de préciser systématiquement le rôle du garant et celui du contre-garant.

Si les principes fondamentaux ne sont naturellement pas modifiés – indépendance par rapport au contrat sous-jacent et entre garantie et contre-garantie - l'article 15 prévoit toujours, sauf stipulation expresse contraire, le principe selon lequel une demande de paiement doit indiquer le manquement invoqué par le bénéficiaire pour former sa demande, même si, ni le garant, ni le contre-garant n'ont à vérifier le bien fondé de ce motif avant d'honorer leur engagement. L'article 16, fruit d'un délicat compromis, affirme l'obligation pour le garant et le contre-garant d'informer sans délai leur donneur d'ordre avant de payer ou de proroger. En application du principe d'indépendance de ces instruments, cette obligation d'informer, ne prive pas le garant et le contre-garant du droit de prendre seuls la décision de payer dans les cinq jours (article 20). Parmi les dispositions les plus novatrices, il faut signaler particulièrement :

- **l'article 21**, qui prévoit que la garantie doit être payée dans la monnaie dans laquelle elle est stipulée, mais qui offre la possibilité alternative, dans certains cas, de payer dans la monnaie du lieu de paiement,



- l'[article 23](#), sur la pratique du « prorogez ou payez », qui prévoit, dans ce cas, la possibilité pour le garant de suspendre le paiement pour une période de 20 jours maximum et pour le contre-garant également, mais pour une durée réduite, et à défaut de consentir à la prorogation demandée, de devoir payer, même si les instructions du donneur d'ordre sont de proroger,

- l'[article 26](#), sur la force majeure, qui organise dans le cas où la garantie expirerait pendant une période de force majeure, une prorogation automatique de 30 jours calendaires et dans le cas où la demande aurait été faite avant que survienne le cas de force majeure mais où le paiement n'aurait pu être effectué du fait de cette force majeure, une obligation de payer lorsque cesse cette force majeure, même si l'expiration de la garantie est survenue dans l'intervalle.

L'avenir dira si cette nouvelle version des Règles connaîtra enfin le succès qu'elle mérite. La CCI a élaboré un modèle unique de garantie avec des clauses optionnelles intégrant pleinement les [Règles n° 758](#) ainsi qu'un guide pratique d'utilisation.

Ireland's approach to facilitating lending to the real economy and the restructuring of credit institutions

Recently, the Irish government has undertaken two important initiatives in an effort to facilitate lending to the real economy and to restructure credit institutions. The first of these initiatives has involved the update and amendment of the existing Irish credit institutions guarantee pursuant to the Credit Institutions (Eligible Liabilities Guarantee) Scheme 2009 (the “**ELG Scheme**”) which came into effect on 9 December 2009. The objective of the ELG Scheme is to provide participating institutions with access to stable and long term funding from the capital markets to ensure that they discharge their role in facilitating economic activity and lending to the real economy in Ireland.

IRELAND-Multi Party litigation

No specific legislative provision in Ireland deal with multi party litigation. The closest procedures to deal with multi-party litigation are “representative actions” and “test cases”.

There are a number of limitations with “representative actions”. The main limitations being that damages cannot be awarded and that there are strict legal requirements as regards the members of the class having the same interest. Hence, this procedure is mostly used in cases involving declaratory and injunctive relief.

In practice, the preferred option to dealing with multi-party actions in Ireland is the “test case”.



IRELAND- implementation 3rd AML Directive

The **Money Laundering & Terrorist Financing Act 2010** implementing the **third Anti-Money Laundering Directive** was transposed into law on **5 May 2010**. Guidance Notes for Credit Institutions issued mid June.



SPECIAL FOCUS ON CLASS ACTION IN EUROPE

CLASS ACTION IN ITALY

- *Law n.99 23 rd July 2009 introduced the class action discipline for reparation of damages suffered by consumers or users (art. 140 bis consumers' code) in Italy.*
- *The action is meant to protect not a collective interest, as a subjective situation jointly applicable to a group of people, **but the homogenous individual rights** entitled to each single consumer damaged by the same violation.*
- *Class actions can be claimed only for violations perpetrated after the enforcement of Law n.176/2009 (thus **after 15th August 2009**) and the regulation will be enforceable after 1st January 2010.*
- *The class action can be claimed by **each damaged consumer**, both directly and through “mandated associations or committees to which consumer belongs”, with the purpose of having the following rights asserted:*
 - *enterprise’s contractual responsibility in respect of multiple consumers*
 - *the responsibility for damages caused to consumers by unfair commercial practices or by non-competitive behaviour*
- *The fundamental assumption is that those **rights are “identical”***
- *The nature of the individual rights is subject to **Judge’s evaluation** who, whenever he/she doesn’t recognise it in the case, is required to declare the action unacceptable*
- *The **class action is unique**. When the consumers’ adhering term is expired, it won’t be possible to claim additional class actions for the same matters and against the same enterprise; all the class actions claimed within that term can be gathered (brought together) at the competent judge*
- *The **competent court** is the ordinary court of the regional capital where the enterprise is registered, which treats the litigation within a collective arrangement; however, the possibility to bring together neighbouring regions with reduction to eleven competent courts is contemplated*
- *Individual consumers have to expressly take part in the class action at the first level of jury trial before the expiry of the final deadline set by the Judge (**OPT-IN**). The sentence clears directly the amount to be paid out to the single individuals who took part into the class action or it states the uniform criteria for payments calculation*
- *In derogation of the standard law regime envisaged in the Civil Code, according to which the sentence by the court of first level is immediately enforceable, the sentence passed at the end of the collective trial becomes enforceable 180 days after its publication. The payments made during this period are exempt from any right and increase, also for additional legal fees accrued after sentence’s publication. Such anticipations appear to motivate the losing enterprise to spontaneously enforce the sentence*
- *If the enterprise were to contest the sentence it could **request** the Superior Court to **suspend the enforceability**.*



SPECIAL FOCUS ON CLASS ACTION IN EUROPE

CLASS ACTION IN FRANCE

1*) Principles of French law that prohibit US-Style class actions in France

In France, claimants may only claim for their personal loss. Third parties to proceedings cannot therefore be bound by or benefit from a judgement.

Nevertheless, certain non-profit organizations can act before courts (both civil and criminal) in order to protect the collective interests of consumers.

We can identify three categories of people entitled to seek compensation through such organization:

- consumers;
- victims of environmental risks; and
- investors.

a. Consumers

Consumer organizations have been able to seek compensation for damages suffered by consumers since 1992. It must be a non profit and government-authorized organization (Article 422-1, “Code de la consommation”) and must act on behalf of at least two consumers who have given it a written power of attorney. In addition, the relevant damages must have been caused by the same person and have a common origin.

Actions started by such consumer organization must only aim at stopping wrongful behaviour or banning unlawful clauses in standard form contracts.

Being not allowed to advertise, send mailings or broadcast announcements on the TV or radio, the only way for such organizations to gather potential claimants is to do it through the press and any damages awarded by the court must be paid to the affected claimants.

b. Victim of Environmental Risks

Non-profit organizations have been able to represent victims of environmental Risks before court, since 1995 (Article L 142-3, “Code de l’Environnement”). The same criteria as for consumer organizations apply to proceedings where such organizations seek compensation on behalf of victims.



SPECIAL FOCUS ON CLASS ACTION IN EUROPE

c. Investors

Since 1994 non-profit investor organizations have been able to seek remedies on behalf of securities investors (at least two investors) who have given them a written power of attorney authorizing such organization to act under a single head of claim.

As far as securities investors are concerned, the “Financial Security Act” (Loi de Sécurité Financière), dated 1 August 2003 has not introduced the class action in France, but it has allowed them, on certain conditions, to obtain a waiver from the court for the use of mailings, radio and TV broadcasting on top of the press in order to locate claimants.

2*) Update on class action discussions in France

The opportunity to introduce class actions in France is a very controversial topic, and has been discussed for many years. Several working groups were set up, bills were proposed and although the former French President as well as the former President of the Cour de Cassation have stated that they were in favour of the introduction of such an action, bills were all withdrawn from the Parliament’s agenda.

Following his election, Nicolas Sarkozy, the current French president expressed his less ambitious view on class actions, especially highlighting the excesses of US-style class actions that can precipitate companies into insolvency.

Nevertheless, Luc Chatel who was appointed as Minister of State in May 2007, has undertaken to propose a new bill before the end of the year 2008. Such bill has never come out and the introduction of class action in France seems to be suspended.

Despite lack of French political will, a form of class actions will probably be imposed on France by the European Commission which is currently proposing to introduce such action only for breach to the EC antitrust rules.

Accordingly, the Commission issued a white paper on “Damages actions for breach of the EC antitrust rules” which may lead to the adoption of a new directive. Discussions on this subject are still pending, and no consensus seems to come up.



Et récemment ...

- au Sénat:

.Proposition de loi n°277 de Mme Nicole BRICQ, M. Richard YUNG et plusieurs de leurs collègues, déposée le 9 février 2010

.Rapport n°532 de M. Laurent BÉTEILLE, fait au nom de la commission des lois du Sénat, déposé le 9 juin 2010

(pour info ce texte a été rejeté le 24 juin 2010);

.L'action de groupe à la française : parachever la protection des consommateurs,

.Rapport d'information No 499 de MM. Laurent BÉTEILLE et Richard YUNG, déposé le 26 mai 2010

- à l'Assemblée Nationale :

Proposition de loi n°2677 de M. Pierre MOREL-A-L'HUISSIER et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une action de groupe, déposée le 24 juin 2010

CLASS ACTION IN UK

Pursuant to the “White Paper”:² “Reforming financial markets” issued in July 2009, the UK government decided to publish draft legislation in the fall regarding collective proceeding to be brought in respect of financial services claim.

The Bill foresees that a collective proceedings order may be made in respect of claims on either an “opt-in” or “opt-out” basis.

The draft states that all claims are to be started by a “representative”. The Court will then decide if they proceed along opt-in or opt-out lines.

A financial services claim in respect of an authorised person is defined as a claim relating to a service provided, or to be provided, in connection with the carrying on of a regulated activity, or dealing with the authorised person in the course of the authorised person’s carrying on of a regulated activity.

A provision (Clause 22) allows the UK treasury to regulate about collective proceeding, including the ability to require that the Financial Services Authority (FSA) and other authorities be entitled to be heard on an application for a collective proceeding order.

The Court will be entitled to grant damages. This will be covered in regulations to be taken pursuant to clause 23.

The UK ministry of Justice, in spite of consumer groups lobbying for a generic class action, would probably prefer to only introduce a financial services claim.



OTHER INFORMATION

National Committees

The list of the national Committees as well as their address and phone numbers are present on the web site of the AEDBF at the following address:

<http://www.aedbf.eu/index.php?id=comite>

EUREDIA Review

EUREDIA is a quarterly review in French and English languages, published in the Bruylant Editions, under the aegis of the European Association for the Banking and Financial Law, the Institute of Law and Economy of the Business (IDEA) of the University Lyon 3 and the European Centre of Researches in Bank and Finance.

Subscription at: Etablissements Emile BRUYLANT SA Rue de la Régence 67 B-100 Bruxelles
abt@bruylant.be fees 200€

Rédacteur : Delphine Mariot-Thoreau
dmariot@yahoo.fr